

**Assemblée générale**

Distr. générale
7 août 2013

Original: français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-cinquième session,
14-23 novembre 2012**

N° 44/2012 (Liban)

Communication adressée au Gouvernement le 30 juillet 2012

Concernant Badria Abu Meri

Le Gouvernement n'a pas répondu.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a adressé la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer une base légale quelconque qui la justifie (comme le maintien en détention d'une personne au-delà de l'exécution de la peine ou malgré une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en outre, en ce qui concerne les États parties, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États

concernés, est d'une gravité telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de réexamen ou de recours administratif ou judiciaire (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Badria Abu Meri (ci-après Mme Abu Meri), âgée de 45 ans, de nationalité libanaise, résidant au village de Katermaya, département de Chouf, Mont Liban, est mariée et mère de deux enfants.

4. En avril 2010, un assassinat s'est produit au village où résidait Mme Abu Meri. Un couple âgé et leurs deux petits-enfants, tous membres de la famille de Mme Abu Meri, ont été retrouvés sans vie. Le principal suspect, Mohammad Salim Al Msallem, a été arrêté par les Forces de sécurité de l'intérieur (FSI) le 28 avril 2010. Lorsque les FSI sont arrivées sur le lieu du crime le lendemain des faits, des citoyens avaient brutalement frappé M. Al Msallem. Les forces de l'ordre ont dû le transporter à l'hôpital. Un certain nombre d'habitants du village les ont suivies, puis ont mortellement attaqué M. Al Msallem, avant de présenter son corps sur une place publique. Il est rapporté que les forces de sécurité n'auraient pas été en mesure de prévenir l'attaque.

5. Le 22 mai 2010, Mme Abu Meri a été convoquée à comparaître devant le tribunal de Baabda, au sud-ouest de Beyrouth, en relation avec l'assassinat des membres de sa famille. Lors de son arrivée au tribunal, Mme Abu Meri a été arrêtée par les FSI; elle était soupçonnée d'avoir incité M. Al Msallem à commettre l'assassinat.

6. Le même jour, Mme Abu Meri a été, selon les allégations reçues, torturée par l'enquêteur des FSI, M. Haytham Abdullah. Ce dernier aurait essayé de lui extorquer des aveux. Elle aurait été battue à l'aide de bâtons et aurait reçu des coups de poing.

7. Le 23 mai 2010, Mme Abu Meri a informé le Procureur général M. Claud Karam des tortures subies. Ce n'est que près de deux ans après, le 15 février 2012, lors d'une audience au tribunal de Baabda avec le juge d'instruction, M. Mohamad Badran, que l'enquêteur, M. Haytham Abdullah, a été interrogé.

8. Par la suite, Mme Abu Meri a été incarcérée à la prison des femmes à Baabda. Malgré de nombreuses séances d'interrogatoire avec le Procureur général et le juge d'instruction, Mme Abu Meri n'a toujours pas été formellement accusée. De plus, elle n'a pu engager un avocat que récemment, car la plupart des avocats auraient refusé de la défendre du fait de la nature sensible de son cas. Aucune séance d'interrogatoire n'a été tenue en présence d'un avocat.

9. Mme Abu Meri se trouve, à ce jour, à la prison de Baabda. Initialement conçu pour accueillir un maximum de 36 prisonniers, cet établissement pénitentiaire compte, aujourd'hui, entre 90 et 100 femmes. Ces dernières partagent de petites cellules et certaines sont contraintes de dormir à même le sol.

10. La source considère que la détention de Mme Abu Meri est arbitraire car dépourvue de toute base légale. Depuis le 22 mai 2010, Mme Abu Meri est en prison sans avoir été informée des accusations portées à son encontre ni des raisons justifiant son arrestation. D'après la source, un tel traitement constitue une violation de l'article 108 du Code libanais de procédure pénale.

11. La source allègue que le non-respect du droit à un procès juste et équitable est d'une gravité telle qu'il est de nature à rendre la détention de Mme Abu Meri arbitraire. À ce jour, Mme Abu Meri n'a pas été présentée à un juge pour un procès en conformité avec les paragraphes 1 et 3, alinéa *c*, de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Jusqu'à récemment, Mme Abu Meri n'avait pas pu, non plus, bénéficier d'une assistance juridique ni des services d'un avocat, contrairement aux dispositions de l'article 14, paragraphe 3, alinéa *d* du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux paragraphes 1 et 2 du Principe 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

Réponse du Gouvernement

12. Le Gouvernement n'a pas répondu pendant le délai établi par les méthodes de travail du Groupe et n'a pas demandé de prolongation de délai pour répondre. Le Groupe de travail considère qu'il est en position de rendre un avis sur la base des éléments d'information mis à sa disposition.

Délibération

13. Les informations communiquées par la source n'ont pas été contredites par le Gouvernement. Il ressort de ces informations que:

a) Mme Abu Meri a été arrêtée le 22 mai 2010 par des agents des Forces de sécurité de l'intérieur (FSI). Elle était soupçonnée d'avoir incité M. Mohammad Salim Al Msallem à commettre l'assassinat de quatre membres de la famille de Mme Abu Meri;

b) Mme Abu Meri est toujours en détention préventive, 30 mois après son arrestation, et n'a pas bénéficié d'un procès régulier;

c) Bien qu'elle ait été interrogée plusieurs fois par les enquêteurs du Bureau du Procureur général et par le juge d'instruction, Mme Abu Meri n'a été accusée d'aucun délit concret justifiant sa privation de liberté;

d) Mme Abu Meri a été victime de tortures et de mauvais traitements de la part de l'enquêteur du FSI puisqu'elle a reçu des coups de bâtons et de poing;

e) Bien qu'elle ait informé le Procureur général des tortures qu'elle a subies, aucune investigation n'a été ordonnée sur ces faits;

f) L'enquêteur accusé de tortures n'a été interrogé par le Procureur général que le 15 février 2012, autrement dit 21 mois après que Mme Abu Meri ait dénoncé les tortures et mauvais traitements subis;

g) Mme Abu Meri n'a pu compter sur l'assistance d'un avocat défenseur car la plupart des avocats auraient refusé de la défendre du fait de la nature sensible de son cas;

h) Que tous les interrogatoires de Mme Abu Meri ont été menés sans la présence d'un avocat, Mme Abu Meri n'ayant pu bénéficier d'une assistance juridique, ni des services d'un avocat ni même d'un défenseur d'office.

14. Le Groupe de travail constate que Mme Abu Meri, qui est en prison depuis le 22 mai 2010, n'a pas été informée des accusations portées à son encontre ni de raisons justifiant

son arrestation. À ce jour, Mme Abu Meri n'a pas été présentée devant un juge pour un procès en conformité avec les paragraphes 1 et 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

15. Le Groupe de travail constate aussi que le non-respect du droit à un procès juste et équitable est d'une gravité telle qu'il confère à la détention de Mme Abu Meri un caractère arbitraire.

16. Les faits décrits bafouent les droits consacrés par les articles 5, 8, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que ceux consacrés par l'article 2, paragraphe 3, alinéas *a* et *b* du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par l'article 9 (notamment en son paragraphe 3) et par les articles 10 et 14 du Pacte. La violation de ces droits est d'une gravité telle qu'elle confère un caractère arbitraire à la privation de liberté de Mme Abu Meri.

Avis et recommandations

17. Vu ce qui précède, le Groupe de travail a émis l'avis suivant:

La privation de liberté de Badria Abu Meri est arbitraire selon la catégorie III des méthodes de travail du Groupe de travail.

18. En conséquence, le Groupe de travail recommande au Gouvernement de bien vouloir procéder à la libération immédiate de Mme Abu Meri.

19. Le Groupe de travail recommande au Gouvernement d'accorder des réparations adaptées à Mme Abu Meri.

[Adopté le 15 novembre 2012]